



AVRIL
2021



Un royaume en eaux troubles

Les crises politico-sécuritaires oubliées du Lesotho

Centre Afrique
subsaharienne

Thibaud KURTZ

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0348-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Shutterstock/South Africa Stock Video »,
Barrage de Katse au Lesotho

Comment citer cette publication :

Thibaud Kurtz, « Un royaume en eaux troubles : les crises politico-sécuritaires oubliées du Lesotho », *Notes de l'Ifri*, Ifri, avril 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Thibaud Kurtz est analyste en géopolitique africaine. Il a mené de nombreuses missions pour des réseaux d'ONG et diplomatiques européens en Afrique australe et des Grands Lacs. Après avoir travaillé au sein d'EurAc à Bruxelles, il a été basé au Botswana pendant plusieurs années, où il a occupé des postes régionaux pour les missions diplomatiques de la France, de l'Union européenne et du Royaume-Uni. Il s'est rendu plusieurs fois au Lesotho dont il suit la situation politique et sécuritaire depuis 2008. Ses domaines d'expertise recouvrent les processus d'intégration régionale en Afrique, ainsi que la gestion de crises, les médiations et les élections.

Résumé

Le Lesotho est un royaume montagnard enclavé au sein de l'Afrique du Sud pour laquelle il constitue un réservoir d'eau et de main-d'œuvre. Ce royaume à la création tourmentée est structurellement en crise politique et sécuritaire. Depuis 1993 et le retour au multipartisme, toutes les élections ont nécessité une médiation régionale à l'exception de celle de 2002. Depuis 2012 et la première coalition gouvernementale dans l'histoire du pays, le Lesotho a connu trois élections, quatre changements de Premier ministre, deux suspensions du Parlement, l'assassinat de deux chefs d'états-majors de l'armée et une médiation continue de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC¹) depuis 2014.

Une nouvelle crise gouvernementale s'ouvre au Lesotho en avril 2021, un an après la précédente ayant conduit au départ du Premier ministre, Thomas Thabane, accusé d'être impliqué dans l'assassinat de son épouse en 2017. La SADC est intervenue pour négocier son départ. T. Thabane avait été remplacé par son ministre des Finances, Moeketsi Majoro, à la tête d'une coalition politique fragile dont on pressentait les difficultés à se maintenir jusqu'en 2022, date des prochaines élections. Cette énième crise intervient dans un contexte de perte de confiance entre l'élite politique et une majorité d'habitants qui ne croit plus à la démocratie électorale.

Cette note examine les facteurs structurels et conjoncturels d'instabilité du Lesotho ainsi que les pistes de résolution de crises actuellement explorées.

1. Communauté de développement de l'Afrique australe plus connue sous son acronyme anglais SADC pour Southern African Development Community.

Abstract

Lesotho is a landlocked mountain kingdom encased in South Africa for which it is a reservoir of water and labor. This kingdom of tormented creation is in a structural political and security crisis. Since 1993 and the return to multiparty politics, all elections, except that of 2002, needed regional mediation. Since the first government coalition in the country's history in 2002, Lesotho knew three elections, four changes of prime minister, two suspensions of parliament, the assassination of two army chiefs of staff and continued mediation by the Southern African Development Community (SADC) since 2014.

A new political crisis broke out in April 2021, a year after the previous one leading to the departure of Prime Minister Thomas Thabane, accused of being involved in the assassination of his wife in 2017. SADC intervened to negotiate his departure. T. Thabane was then replaced by his Minister of Finance, Moeketsi Majoro, at the head of a fragile political coalition suspected to hardly be maintained until 2022, date of next elections. This umpteenth crisis comes against a backdrop of loss of confidence between the political elite and a majority of residents who no longer believe in electoral democracy.

This note examines the structural and cyclical factors of instability in Lesotho as well as the approaches of crisis resolution currently being explored.

Sommaire

INTRODUCTION	6
UN CHÂTEAU D'EAU INSTABLE EN AFRIQUE AUSTRALE.....	8
Un royaume montagnard à la création tourmentée.....	8
Les facteurs structurels d'instabilité	13
CRISE DE CONFIANCE ET ESPOIRS.....	18
Les facteurs conjoncturels d'instabilité.....	18
Les solutions potentielles	21
CONCLUSION	26

Introduction

Pays de 2 millions d'habitants, le Lesotho présente plusieurs particularités :

- ▀ il s'agit de l'une des trois monarchies constitutionnelles africaines avec le Maroc et l'Eswatini ;
- ▀ il est complètement enclavé dans l'Afrique du Sud, dont il constitue un réservoir d'eau et de main-d'œuvre ;
- ▀ bien qu'il n'ait connu ni guerre d'indépendance, ni guerre civile ouverte, ce pays s'illustre régulièrement par des crises politiques agrémentées de dérapages sécuritaires.

Depuis le retour du multipartisme en 1993, le Lesotho connaît une instabilité politique structurelle. Toutes les élections ont nécessité une médiation régionale à l'exception de celle de 2002. Depuis 2012, le pays a connu trois élections, quatre changements de Premier ministre, deux suspensions du Parlement, l'assassinat de deux chefs d'états-majors de l'armée et une médiation continue de la SADC depuis 2014. La dernière crise politique remonte au premier semestre 2020 et a conduit au départ du Premier ministre et à une énième intervention de la SADC.

En effet, Thomas Thabane, alors Premier ministre, a été mis en cause publiquement par la police pour l'assassinat de son épouse en 2017, année de son retour au pouvoir. Refusant de démissionner, il a suspendu le Parlement en avril. Lâché par son propre parti, le *All Basotho Convention* (ABC), il a décidé alors de déployer des blindés de l'armée dans la capitale. La situation a été réglée après une énième intervention de la SADC aboutissant au remplacement de Thabane à la tête du gouvernement. Son successeur, Moeketsi Majoro, ancien ministre des Finances, dirige désormais une coalition politique fragile sur le point de s'effondrer fin avril 2021.

Cette note analyse les facteurs structurels d'instabilité, leurs conséquences et les pistes de résolution de crises actuellement explorées.

Elle est le fruit d'entretiens individuels menés entre 2019 et 2021 avec une dizaine d'universitaires, d'officiels, de représentants de la société civile du Lesotho, d'Afrique australe et internationaux. Ce travail s'est également articulé autour de l'analyse de travaux de recherche universitaire et de think tanks, de documents institutionnels, d'articles de presse et de supports de médias africains et internationaux, ainsi que d'une veille sur les réseaux sociaux.

Un château d'eau instable en Afrique australe

Un royaume montagnard à la création tourmentée

Depuis l'indépendance, le champ politique est structuré par la rivalité entre les camps « nationaliste » et « congressiste ». Le Lesotho a un rôle stratégique pour l'Afrique du Sud, ce qui explique la nécessité pour le voisin de s'investir en faveur de la stabilité dans le royaume.

Indépendance tumultueuse, autoritarisme et retour chaotique au multipartisme

Fondé par le roi Moshoeshoe 1^{er} dans les années 1820-30 au moment des guerres du Mfecane², du « Grand Trek »³ et de l'arrivée des Britanniques, ce royaume refuge a été un protectorat du Royaume-Uni de 1868⁴ à 1966. Il dispose d'une longue tradition de confrontation armée due à la rivalité entre les deux mouvements fondateurs de la vie politique du pays : les « congressistes » et les « nationalistes ». Le pays est également marqué depuis son indépendance par le rôle de la police et de l'armée en politique ainsi que la question de la fonction du roi.

Rivalités politiques fondatrices et rôle de l'armée

Le *Basutoland Congress Party* (BCP) remportait les premières élections nationales en 1960. D'obédience socialiste et panafricaniste comme l'*African National Congress* (ANC) sud-africain, il fut fondé et dirigé par Ntsu Mokhehle. De l'autre côté du spectre politique, le *Basotho National Party* (BNP), était dirigé par un chef traditionnel local, Leabua Jonathan. Le BNP, mouvement conservateur et nationaliste, soutenu par les réseaux catholiques et le régime

2. « L'écrasement/migration forcée » en langue zouloue ou « Difaqane », dans les langues du groupe sotho-tswana.

3. « Boer » signifie « paysan » en néerlandais et afrikaans, la langue des descendants des protestants néerlandais venus s'installer dans la région du Cap à partir du 17^e siècle. « Grand Trek » est la migration des Boers, entre 1834 et 1852, vers l'intérieur de l'actuelle Afrique du Sud avant leur établissement entre la région actuelle de Pretoria et le Lesotho.

4. « King Moshoeshoe I », *South African History Online*.

d'apartheid⁵, allait affirmer le pouvoir civil sur celui du roi. Le BNP remporta les élections nationales de 1965. L. Jonathan devint le Premier ministre chargé du passage à l'indépendance en 1966. Le BCP remporta les élections nationales de 1970 mais L. Jonathan déclara l'état d'urgence et suspendit la constitution. Les membres du BCP furent arrêtés, corrompus ou forcés à l'exil comme N. Mokhehle, déclenchant un cycle de soulèvements réprimés dans la violence. Le BCP fonda une branche armée, la *Lesotho Liberation Army* (LLA)⁶. Pour contrer le soutien populaire du BCP dans un contexte de critiques internationales en réaction au massacre du township de Soweto en Afrique du Sud en 1976⁷, L. Jonathan allait changer de politique. Il critiqua publiquement l'Afrique du Sud, accueillit des membres de l'ANC et se rapprocha des Soviétiques. Pretoria réagit par des raids meurtriers et un soutien à la LLA. La pression s'accroît alors par un blocus en 1985 et le soutien au coup d'État de janvier 1986 du général Justin Lekhanya. Le Lesotho allait changer d'alliance. La leçon fut claire, les dirigeants à Maseru ne purent menacer les intérêts de Pretoria au risque de perdre le pouvoir. Aucun processus de justice transitionnelle n'allait être mis en place pour traiter des événements de ces années durant lesquelles l'armée jouait un rôle croissant dans la vie publique.

Une fonction royale source de tension

Depuis l'indépendance et jusqu'à sa mort en 1996, le statut du roi Moshoeshoe II a été source de tension. Une tension qui a culminé en 1994 avec « le coup de palais ». La junte (1986-1993) cherchant à se légitimer sans recourir aux élections rendit des pouvoirs exécutifs au roi⁸ qui critiqua alors publiquement le général Lekhanya impliqué dans un meurtre⁹. Le roi fut destitué et exilé en 1990-92. Son fils aîné, Letsie III¹⁰, monta sur le trône sans pouvoir exécutif. Dans le contexte de fin de guerre froide et de l'apartheid, J. Lekhanya fut remplacé en 1991 par le général Elias Ramaema qui rendit le pouvoir aux civils en 1993. Rentré d'exil, N. Mokhehle et le BCP remportèrent les élections

5. « Lesotho » in T. Lodge, D. Kadima et D. Pottie (dir.), « Compendium of Elections in Southern Africa », Johannesburg, EISA, 2002, p. 90-91.

6. L. Thompson, *A History of South Africa*, Johannesburg/Le Cap, Jonathan Ball Publishers, 2014, p. 90-91.

7. Plus de 600 étudiants noirs furent tués par la police sud-africaine blanche alors qu'ils s'opposaient à l'enseignement obligatoire de l'afrikaner. T. Khumalo et Y. Hallak, « Le massacre de Soweto, c'était il y a quarante ans », DW, 16 juin 2016, disponible sur : www.dw.com.

8. Né en 1938 et décédé en 1996, Moshoeshoe II fut le chef suprême du Basutoland en 1960-1966, puis roi du Lesotho de 1966 à 1970 puis de 1970 à 1990 et enfin de 1995 à 1996. Il fut exilé par L. Jonathan en 1970 aux Pays-Bas et par la junte militaire (1986-1993) entre 1990 et 1992 au Royaume-Uni.

9. Meurtre d'un étudiant qu'il soupçonnait d'avoir une relation avec sa maîtresse. Voir A. Sparks, « Lesotho Ruler Exonerated in Killing », *The Washington Post*, 6 octobre 1989.

10. Né en 1963, le roi Letsie III était alors âgé de 27 ans.

nationales multipartites de 1993. Une nouvelle Constitution fut adoptée en avril, le Premier ministre dirigea le gouvernement et « conseilla » le roi, qui resta chef de l'État. La crise du « coup de palais » éclata en août 1994. Letsie III suspendit la constitution et le gouvernement fit tomber l'assemblée. L'armée tua plusieurs manifestants du BCP devant le palais royal¹¹. Une médiation régionale tripartite (Afrique du Sud-Botswana-Zimbabwe) permit à N. Mokhehle de revenir au pouvoir. Une seconde médiation menée par Nelson Mandela déboucha sur le retour de Moshoeshe II sur le trône en janvier 1995 qui mourut en 1996 dans un accident de voiture. Son fils lui succéda à nouveau, sans régler clairement la question du rôle exact du roi.

Refus des résultats électoraux favorisant le parti majoritaire, tension liée au statut du roi, implication de l'armée en politique et interventions extérieures de stabilisation sont des éléments apparus dans les quatre premières décennies du Lesotho indépendant et qui demeurent des éléments structurants des crises actuelles.

Un réservoir d'eau et de main d'oeuvre à l'économie dépendante de l'Afrique du Sud

Par son enclavement et la naissance du fleuve Orange-Senqu dans ses montagnes, le Lesotho est un pays stratégique pour son grand voisin. Cette situation entraîne également une dépendance socio-économique à l'Afrique du Sud contribuant à sa stabilité, mais limitant sa souveraineté économique et politique.

Le Lesotho ne dispose que de 11 % de terres arables et ne produit que 20 % de ses besoins alimentaires¹². Historiquement, l'émigration de travail en Afrique du Sud joue un rôle important dans l'économie du Lesotho du 19^e siècle à nos jours. Jusqu'à 10 % des Basothos ont travaillé en Afrique du Sud dans les années 1970, notamment dans le secteur minier¹³. La priorité d'accès à l'emploi mise en place pour les noirs sud-africains avec l'arrivée de l'ANC au pouvoir, conjuguée à la fermeture de nombreuses mines d'or¹⁴ dans les années 2000, a contribué à fortement limiter les opportunités d'emplois pour les

11. « Troop Fires on Protesters against King », *The New York Times with Associated Press*, 18 août 1994.

12. Page profil AGOA/Lesotho du Trade Law Centre de l'université sud-africaine de Stellenbosch. *African Growth and Opportunity Act* (AGOA) est un accord permettant à l'industrie du textile du Lesotho d'exporter vers les États-Unis.

13. « Chapter 3 Historical Lesotho », *South African History Online*, disponible sur : www.sahistory.org.za.

14. K. Sieff, « South Africa's Gold Industry, like its Economy, Is Crumbling », *The Washington Post*, 7 mars 2016.

Basothos¹⁵. Malgré ces contraintes, ils continuent, toutes classes sociales confondues, à largement migrer chez leur voisin¹⁶. De nos jours, la part des envois de fonds des migrants représente 25 % du produit intérieur brut (PIB) du Lesotho. Ceux qui restent au pays travaillent surtout dans l'agriculture (66 %)¹⁷. Le taux de chômage est élevé (23 %)¹⁸ alors que près de la moitié des Basothos vit sous le seuil de pauvreté¹⁹ et que le PIB par tête est faible (environ 2 865 dollars) comparé à ceux de l'Afrique du Sud ou de l'Eswatini.

La souveraineté économique du Lesotho est limitée par de faibles revenus, une monnaie liée au rand sud-africain et l'appartenance à l'union douanière de l'Afrique australe (SACU)²⁰ où l'Afrique du Sud fixe les tarifs de douane. L'aide au développement reste essentielle pour financer les infrastructures et la lutte contre le VIH-SIDA²¹ et représente près de 5 % du revenu national brut (RNB)²². Les États-Unis sont le principal bailleur²³ et un des principaux employeurs indirects du pays avec 35 000 Basothos travaillant dans des usines textiles dont les exportations vers les USA représentent environ 20 % du PIB grâce à l'accord commercial AGOA²⁴.

Ces dépendances rendent le gouvernement du Lesotho très perméable aux influences sud-africaine et américaine notamment, qui leur permettent de jouer un rôle positif dans les médiations au Lesotho.

Un réservoir d'eau

Le Lesotho est devenu un fournisseur stratégique d'eau potable de la province sud-africaine de Johannesburg et Pretoria, le Gauteng, au climat semi-aride²⁵ et aux grands besoins en eau. Dès les années 1950, un système de transfert a été imaginé, consistant à stocker l'eau du

15. « Mining: A Brief History », Stats SA.

16. Lesotho Multiple Indicator Cluster Survey (MICS), Rapport du Lesotho Bureau of Statistics avec l'UNICEF, 2019.

17. Profil du Lesotho, Rapport 2018 du Développement Humain du PNUD : <http://hdr.undp.org>.

18. *Ibid.*

19. 49 % en 2018. Institut public de statistiques Lesotho, disponible sur : www.bos.gov.ls

20. Fondée en 1910, la Southern African Customs Union (SACU) compte cinq membres : Afrique du Sud, Botswana, Eswatini (ex-Swaziland), Lesotho et Namibie.

21. 340 000 Basothos vivent avec le VIH en 2018. Le taux de prévalence est de 23,6 % chez les 15-49 ans. ONUSIDA : www.unaids.org.

22. Chiffres OCDE 2016-2018, disponible sur : <https://public.tableau.com>.

23. Environ 79 millions de dollars par an selon l'OCDE en moyenne pour 2017-2018. Chiffres vérifiables via le lien de la note de bas de page précédente.

24. American Growth and Opportunity Act (AGOA), loi fédérale américaine de 2000 permettant un accès privilégié au marché américain pour les pays africains.

25. Y. Rousselot, « Des flots à contre-courant : des montagnes du Lesotho à la métropole sud-africaine : Territorialités et hydropolitiques en Afrique australe », *Revue de géographie alpine*, n° 103-3, 2015.

haut bassin de l'Orange-Senqu au Lesotho et de l'amener à travers les montagnes vers les hauts affluents de la rivière Vaal qui alimente le Gauteng à 500 km au nord. Initialement les négociations échouèrent sur le prix d'achat jugé trop bas par L. Jonathan mais le coup d'État de janvier 1986, soutenu par Pretoria, permit la signature du traité du *Lesotho High Water Project* (LHWP), le 24 octobre 1986. La première phase du projet comprenait la construction de deux barrages (Katse et Mohale). Ceux-ci, achevés en 1997 et en 2001, couvrent la moitié des besoins du Gauteng (environ 900 millions de m³ par an)²⁶ et de ses 15 millions d'habitants. Elle est également utilisée à des fins agricoles, minières et industrielles, le Gauteng représentant 80 % de la production minière et 40 % du PIB du pays.

Dans les années 2000, l'accroissement des besoins en eau et en énergie en Afrique du Sud a relancé l'idée de nouveaux barrages au Lesotho. En 2011, un accord a été signé pour une deuxième phase de développement hydro-énergétique et un nouveau barrage. En échange, les élites politico-administratives du Lesotho ont obtenu des capacités de production hydroélectrique et des royalties²⁷ (55 millions \$ par an)²⁸. Ce nouveau projet hydro-électrique révèle également les problèmes de gouvernance politique du Lesotho : l'instabilité gouvernementale depuis 2012 a provoqué retraits et relances des marchés publics, retardant le début des travaux²⁹, annoncé en décembre 2019³⁰ et devant se finir en 2025. Ce projet met cruellement en lumière les inégalités. L'eau stockée au Lesotho est consommée dans la région la plus riche d'Afrique sub-saharienne, alors même que les paysans basothos manquent d'eau, les sécheresses étant plus fréquentes³¹, augmentant l'insécurité alimentaire³². L'accès à l'eau potable est meilleur en Afrique du Sud³³ qu'au Lesotho³⁴. Ces inégalités nourrissent dans la population la décrédibilisation de l'élite politique du Lesotho. Dans les années 1990, les réservoirs du LHWP symbolisaient la soumission des élites du Lesotho au pouvoir sud-

26. *Ibid.*

27. D. Blanchon, « Le Lesotho Highland Water Project, ou le retour de la grande hydraulique en Afrique australe », Bulletin de l'association de géographes français, n° 92-2, 2015.

28. Discours de Loi de finances du Lesotho 2020/21.

29. Coût estimé du projet : 1,8 milliard de dollars, soutenu en partie par la Banque mondiale. À la fin des travaux, le Lesotho devrait pouvoir exporter 1 270 millions m³ d'eau par an et accroître sa production hydroélectrique au-delà des 72MW.

30. « Construction on Phase II of LHWP Commences », *The Economist*, Intelligence Unit, 11 décembre 2019.

31. 70 % de la population active du Lesotho pratique l'agriculture vivrière et le Programme alimentaire mondial estime qu'en mars 2020 plus de 30 % des Basothos sont en situation d'insécurité alimentaire, soit près de 500 000 personnes. ONU Infos, 20 décembre 2019.

32. « Lesotho », World Food Programme, disponible sur : <https://wfp.org>.

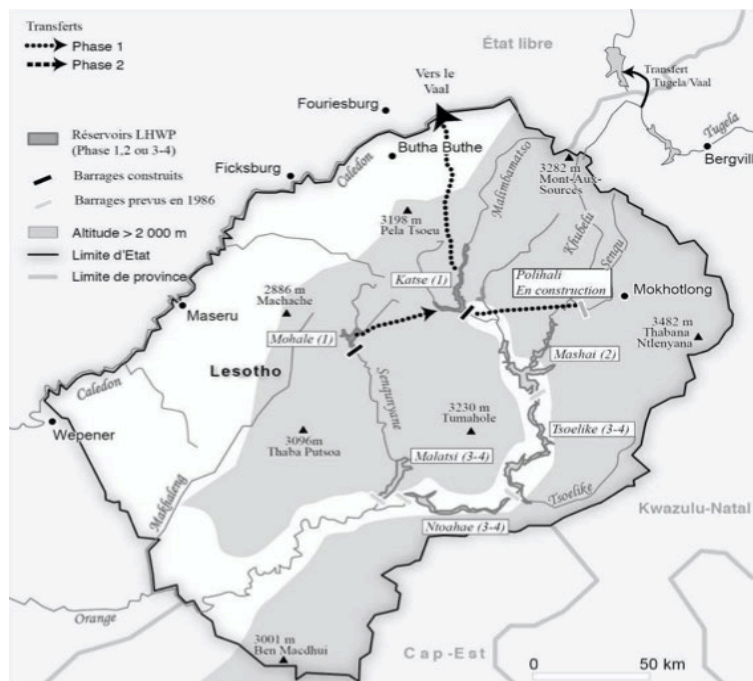
33. Profil de l'Afrique du Sud, Rapport 2018 du Développement Humain du PNUD, disponible sur : <http://hdr.undp.org>.

34. Profil du Lesotho, Rapport 2018 du Développement Humain du PNUD.

africain³⁵ au point que, lors du soulèvement de 1998 contre la victoire électorale de P. Mosisili (LCD), des opposants ont manifesté et investi le barrage de Katse avant d'en être délogés par l'armée sud-africaine intervenant sous étendard SADC pour permettre au gouvernement de siéger.

La question de l'eau crée une interdépendance inégale entre le Lesotho et l'Afrique du Sud. Elle révèle également les limites de souveraineté du Lesotho, pays politiquement instable où le voisin doit intervenir pour préserver l'approvisionnement en eau potable de sa région capitale.

Système de transfert d'eau du Lesotho vers le Sud



Source : D. Blanchon, « Le Lesotho Highland Water Project, ou le retour de la grande hydraulique en Afrique australe », Bulletin de l'association de géographes français, n° 92-2, 2015

Les facteurs structurels d'instabilité

Depuis le retour du multipartisme en 1993, deux grands facteurs d'instabilité caractérisent le Lesotho : l'implication violente des forces de sécurité en politique et le recours à la corruption et au clientélisme.

35. Y. Rousselot, « Des flots à contre-courant : des montagnes du Lesotho à la métropole sud-africaine : Territorialités et hydropolitiques en Afrique australe », *op. cit.*

Forces de sécurité et violences politiques

La compétition pour le contrôle du pouvoir est marquée depuis l'indépendance par un recours à la violence politique qui reste néanmoins cantonnée à la classe politico-militaire et n'implique pas la population basotho en tant que telle. Outre l'armée, les principaux acteurs des tensions politiques sont trois personnalités, deux ex-membres du *Lesotho Congress for Democracy* (LCD) : P. Mosisili, Premier ministre 1998-2012 et 2015-2017 et Thomas Thabane, Premier ministre 2012-15 puis 2017-20 ; et le leader actuel du LCD : Mothetjoa Metsing, vice-Premier ministre 2012-17.

Depuis sa création en 1978, l'armée du Lesotho, qui ne compte qu'entre 2000 et 3000 hommes, a participé à quatre coups d'État (1986, 1994, 1998 et 2014). Elle est également à l'origine de trois déploiements militaires de la SADC en 1998-99, 2014-15 et 2017-18³⁶. Malgré la fin de la junte en 1993, la démilitarisation du champ politique n'est pas encore acquise.

En avril 1994, Selometsi Baholo, vice-Premier ministre du BCP, fut tué par des militaires³⁷. En août de la même année, un coup d'État impliquant des militaires et le roi Letsie III chassa le BCP du pouvoir, avant une médiation régionale. Le soulèvement populaire contre la victoire de Pakalitha Mosisili, leader du LCD, qui suivit les élections de 1998, fut soutenu par l'armée, occasionnant l'intervention militaire de la SADC (Afrique du Sud et Botswana), qui déploya une force d'interposition pendant près d'un an.

Depuis 1993, seuls les mouvements du camp « congressiste » parviennent à gagner les élections. Face à la menace militaire, ils utilisent la police comme contre-pouvoir sécuritaire tout en cherchant à accroître leur influence au sein de l'armée. Cependant, rivalités personnelles et compétition pour l'accès aux ressources publiques entraînent le fractionnement du camp « congressiste » en une myriade de mouvements (*All Basotho Convention* – l'ABC – est née d'une scission du LCD en 2006 qui était lui-même issue d'une scission du BCP en 1997). Ceux-ci tentent à chaque alternance (2012, 2015 et 2017) de placer leurs personnes de confiance à la tête de la police et de l'armée et accentuent la politisation du secteur de la sécurité.

Ainsi, en 2014, alors qu'il était politiquement fragilisé par la perspective d'un vote de défiance, le Premier ministre, Thomas

36. T. Kurtz, « Efficacité des médiations de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Bilan et leçons (2012-2017) », *Notes de l'Ifri*, Ifri, février 2018.

37. V. Shale, « Lesotho », in F. Bargiacchi, V. Florinder, K. Chirambo et T. Kurtz (dir.), *Preventing and Mitigating Electoral Conflict and Violence*, Bruxelles, ECES 2017, p. 101-127.

Thabane, fit de la police un rival direct de l'armée. En 2014, il a nommé un proche chef de la police dont la résidence, ainsi que celle de la maîtresse de T. Thabane, furent attaquées. Les forces spéciales furent alors suspectées. Le chef d'état-major, T. Kamoli, s'opposa au fait que la police puisse interroger des militaires. Il engagea une procédure de cour martiale contre le général Maaparankoe Mahao, de retour de la SADC et qui était favorable au contrôle de l'armée par le pouvoir civil³⁸. Une médiation de la SADC menée par le président namibien H. Pohamba ne parvint pas à calmer la situation. La tension monta entre services de police et l'armée et des rumeurs de préparation d'un coup d'État circulèrent. T. Thabane décida de remplacer T. Kamoli par M. Mahao le 29 août 2014. Le 30 août 2014, les partisans de T. Kamoli attaquèrent la résidence de M. Mahao, ainsi que trois commissariats et tuèrent un policier³⁹. T. Thabane trouva refuge en Afrique du Sud puis fut réinstallé au pouvoir sous protection de troupes de la SADC. L'accord de Maseru préparé par Cyril Ramaphosa, vice-président sud-africain et nouveau médiateur de la SADC, fut signé en octobre, ouvrant la voie à des élections anticipées en février 2015. M. Metsing changea de coalition en rejoignant P. Mosisili (DC) qui redevint Premier ministre et T. Kamoli chef d'état-major en mai 2015. Plusieurs officiers proches de M. Mahao furent arrêtés et torturés pour soupçons de mutinerie⁴⁰. En juin, M. Mahao fut arrêté et tué par des militaires proches de T. Kamoli, forçant T. Thabane et d'autres dirigeants politiques d'opposition à se réfugier en Afrique du Sud.

La dérive sécuritaire de T. Kamoli et ses soutiens fut arrêtée par l'engagement de la SADC avec l'appui des États-Unis, et des Européens (Royaume-Uni, Allemagne et Union européenne) qui exigèrent son départ. Les États-Unis en firent une condition d'éligibilité au renouvellement de l'AGOA. La SADC imposa une commission d'enquête menée par un juge botswanais, M. Phumaphi, qui conclut à l'usage excessif de la force lors de l'arrestation de M. Mahao, au recours à la torture contre les accusés de la mutinerie et l'absence de preuve pour cette dernière. T. Kamoli prit sa retraite en décembre 2016 sans jamais être critiqué par P. Mosisili et M. Metsing. Néanmoins, les règlements de comptes entre militaires ne cessèrent pas : Khoantle Motsomotso, le successeur de T. Kamoli, fut tué par des soutiens de ce dernier en septembre 2017, après avoir accepté une enquête de la police sur des militaires et de collaborer avec T. Thabane, de retour au pouvoir après les élections de juin 2017. Cet

38. R. Weisfelder, « Free Elections and Political Instability in Lesotho », *Journal of African Elections*, 2014.

39. « New Army's Boss Survives Attack », *The Lesotho Times*, 1^{er} septembre 2014.

40. M. Phumaphi (rapporteur), SADC Commission of Inquiry into the Circumstances surrounding the Death of Brigadier Maaparankoe Mahao, Rapport, Commission d'enquête de la SADC au Lesotho, novembre 2015.

assassinat provoqua le déploiement d'une force SADC à Maseru, puis l'envoi en prison de T. Kamoli dans l'attente de son procès pour trahison⁴¹. Cependant, une nouvelle génération de personnel politique émerge portant l'ambition de ne pas recourir à la violence et de faire de l'armée une institution normale. Elle est incarnée par : Moeketsi Majoro, Premier ministre (ABC) depuis mai 2020, et Nqosa Mahao (ABC puis *Basotho Action Party* – *BAP*⁴²), professeur de droit, ministre de la Justice de mai 2020 à avril 2021, entré en politique suite à l'assassinat de son frère, le général Maaparankoe Mahao.

Corruption et clientélisme

Si la petite corruption est peu répandue⁴³, la grande corruption, celle des marchés publics truqués, et le clientélisme font partie de l'économie politique du pays. À ce titre, l'indice de perception de la corruption indique une forte régression : le Lesotho est passé de la 55ème place en 2014 à la 85^e sur 180 pays en 2019⁴⁴. La compétition pour le contrôle des ressources publiques est d'autant plus féroce qu'elles sont très limitées⁴⁵.

Élites politico-administratives et corruption

La grande corruption nourrit l'instabilité par le besoin corolaire de rester au pouvoir pour conserver revenus, capacité d'influence (recrutement de fonctionnaires, etc.) et éviter la prison. Aucune personnalité politique de premier plan n'a été jugée pour de tels faits, ce qui entretient un sentiment d'impunité. Par ailleurs, des scandales financiers sont à l'origine de crises politiques.

Ainsi, alors que l'alliance politique entre T. Thabane (Premier ministre) et M. Metsing (vice-Premier ministre) se fissurait, le premier a laissé l'agence anti-corruption enquêter sur M. Metsing qui menaçait alors de faire chuter le gouvernement. T. Thabane suspendit le Parlement en juin 2014 pour éviter un vote de défiance et déclencha la crise de 2014 précédemment évoquée. De même en 2018, l'affaire du secteur de la laine et du mohair a provoqué un regain de tensions politiques et une grave crise sociale. Alors que le secteur de la laine et du mohair du Lesotho emploie entre 40 et 50 000 Basothos⁴⁶ et

41. « Lesotho: Kamoli to Face Treason Charges », *The Lesotho Times*, 27 novembre 2019.

42. La création de ce nouveau parti a été annoncée par N. Mahao le 21 avril 2021.

43. En 2019, seulement 14 % des usagers des services publics disent avoir versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois, ce qui classe généralement le Lesotho parmi le top 5 des pays où la petite corruption est perçue comme la moins élevée en Afrique. Profil du Lesotho, Corruption Perception Index 2019, Transparency International, disponible sur : www.transparency.org.

44. Page du Lesotho, Corruption Perception Index 2019, Transparency International.

45. V. Shale, « Lesotho », in F. Bargiacchi, V. Florinder, K. Chirambo et T. Kurtz (dir.), *Preventing and Mitigating Electoral Conflict and Violence*, op.cit.

46. « Wool Industry Woes Continues », *The Economist*, Intelligence Unit, 11 octobre 2019.

représente 5 % des exportations de marchandises, le ministre des Petites Entreprises, Chalane Phori, a modifié à son profit la réglementation de la vente de la laine et du mohair, en imposant l'obtention d'une licence auprès de son ministère et octroyant un monopole d'achat à un partenariat entre l'Association nationale des éleveurs de laine et de mohair (75 %) et Maseru Dawning, une société chinoise (25 %). Le nouveau système de prix pénalisait les éleveurs qui ne pouvaient plus vendre librement en Afrique du Sud et étaient payés avec retard. Ces derniers manifestèrent contre ces changements et la haute cour ordonna au gouvernement de révoquer l'amendement. En novembre 2019, la révocation fut repoussée, provoquant des affrontements physiques entre députés au sein du Parlement⁴⁷. En décembre 2019, la vente vers l'Afrique du Sud a repris et C. Phori n'a pas été reconduit dans le nouveau gouvernement de Moeketsi Majoro.

De récents scandales⁴⁸ impliquent T. Thabane et M. Metsing. Le premier est visé par une enquête depuis 2018 pour avoir offert des passeports diplomatiques à des membres du clan Gupta, « célèbre » pour des affaires de corruption ayant entraîné la chute de l'ancien président sud-africain Jacob Zuma (2009-2018). C'est la première fois qu'une telle enquête est ouverte contre un Premier ministre⁴⁹. Quant à M. Metsing, il est soupçonné en 2014 de détournement de fonds publics⁵⁰.

47. « Lesotho : le mohair met le pays sens dessus dessous », France Info, 4 décembre 2019.

48. « Lesotho PM Faces Probe over Gupta Mining Links », *Daily Maverick*, 23 février 2018.

49. « Lesotho Prime Minister in Hot Water over Gupta-linked Corruption Allegations », *The Citizen*, 26 février 2018.

50. « DCEO Probes Metsing », *Lesotho Times*, 25 février 2020.

Crise de confiance et espoirs

La crise de 2014-2017 a atteint plusieurs pics de tensions et généré une crise de confiance mais elle a aussi forcé les acteurs internationaux à s'investir pour impulser des réformes de gouvernance. Même si durant les deux dernières années la situation politique est restée instable, plusieurs évolutions positives sont à souligner.

Les facteurs conjoncturels d'instabilité

Grâce à plusieurs réformes électorales, le Lesotho a su limiter les violences liées à la contestation électorale. Cependant, ceci s'est fait au prix d'une plus grande instabilité gouvernementale qui sape la confiance dans la démocratie parlementaire.

Un système électoral complexe et une balkanisation politique

De 1993 à 2012, la vie parlementaire est dominée par un seul parti, le BCP puis le LCD. Le système électoral majoritaire aboutissait à un résultat de « *winner takes all* » qui contribuait à nourrir de violentes contestations. En 1993, le BCP a obtenu 100 % des sièges de députés avec 75 % des suffrages. En 1998, le LCD a emporté tous les sièges sauf un avec 60,7 % des suffrages. Face aux accusations de fraudes, une commission électorale fut établie et la qualité des élections s'améliora⁵¹. Plusieurs réformes électorales soutenues par le Commonwealth, la SADC et l'ONU ont été mises en œuvre aboutissant à un mélange entre le système majoritaire à la britannique et le système proportionnel. Sur les 120 sièges de députés, 80 sont remportés dans des circonscriptions, lors d'un scrutin à un tour. 40 sièges sont ensuite répartis selon un scrutin de liste à la proportionnelle avec un système de compensation favorisant la diversité des représentations politiques⁵².

51. « Lesotho and the Limits of Electoral Reform », Africa Research Institute, 2016.

52. Rapport d'observation électorale des élections au Lesotho en 2017, EISA.

S'il a amélioré la représentativité politique au Parlement, ce nouveau système électoral a conduit à une inflation de formations politiques. Alors que le Parlement ne comptait que deux mouvements en 1998, ils sont douze depuis 2017, dont six partis avec moins de cinq députés qui reçoivent moins de 5 % des suffrages au niveau national. Près de 35 partis devraient concourir en 2022 contre 18 en 2012 et 16 en 2002. Cette fragmentation des forces politiques est également renforcée par le refus des leaders des grands mouvements d'accepter les résultats défavorables des élections internes, ce qui occasionne des scissions des partis existants. Coutumier du fait, P. Mosisili, a été imité par T. Thabane qui a tenté de faire annuler les résultats des élections internes de l'ABC remportées par N. Mahao. Écarté du pouvoir depuis mai 2020, T. Thabane et ses soutiens les plus proches peuvent faire perdre la majorité à l'ABC en cas de nouvelle scission, un moyen de pression non négligeable et qui a empêché N. Mahao de devenir Premier ministre.

Depuis 2012, la formation de coalition est devenue la figure imposée pour diriger le pays, aucun mouvement ne pouvant désormais obtenir la majorité absolue. Cela détourne énormément d'énergie des responsables politiques vers le maintien de la coalition plutôt que vers l'application des politiques publiques. Cela permet aussi aux petits partis d'être des « faiseurs de rois » et à certains politiciens impliqués dans des affaires de corruption et refusant des réformes de transparence de monnayer leur influence comme le reconnaît N. Mahao. Selon lui, M. Majoro n'a d'autres choix que d'accepter certains « morceaux de bois morts⁵³ » pour maintenir des équilibres politiques vitaux au gouvernement.

Depuis la première coalition de pouvoir en 2012, l'instabilité gouvernementale est devenue la norme, trois élections législatives étant organisées en 2012, 2015 et 2017 alors que les mandatures sont prévues pour cinq ans. Le dernier gouvernement est tombé en mai 2020, sans élection, en raison des scandales du Mohair et de l'assassinat de l'épouse de T. Thabane. Le gouvernement remplaçant traverse une grave crise en avril 2021 avec la scission du parti majoritaire.

Perte de confiance démocratique, fatigue électorale et désir d'un retour du Roi

Après trois votes en cinq ans et quatre médiations régionales, les Basothos expriment une profonde fatigue vis-à-vis du système électoral et des coalitions gouvernementales.

53. L'expression employée est « dead wood », traduction de l'auteur. « LCD Criticises Mapesela, Sello and Mosenene Appointments », *Lesotho Times*, 3 juin 2020.

Le premier signe de cette fatigue est le taux de participation aux élections, passé sous la barre symbolique des 50 % en 2015 et 2017 (46 %). En 2017, seulement une minorité (48 %) considérait les élections comme le meilleur moyen de choisir ses leaders en chute de 25 points par rapport à 2014, au dernier rang de 34 pays africains sondés⁵⁴. Une majorité de Basothos (66 %) souhaitait le retour du système électoral majoritaire. Ils étaient encore plus nombreux à juger que le gouvernement d'un seul parti était plus stable qu'une coalition (76 %).

En 2020, la défiance s'est renforcée⁵⁵. En effet, deux-tiers des Basothos (66 %) se disent favorables à l'abolition des élections et à un retour du roi au pouvoir. Ils expriment également un faible taux de confiance envers les institutions politiques : Premier ministre (14 %), coalitions de partis (12 %), partis d'opposition (19 %) et Parlement (20 %). *A contrario*, ils expriment leur confiance pour les institutions traditionnelles extérieures au jeu électoral : leaders traditionnels (57 %) et religieux (61 %) et le roi (71 %). Interrogés sur leurs préférences de régime politique, les Basothos souhaitent dans l'ordre :

- 1. Un retour du roi aux affaires (67 %) ;
- 2. Un parti unique (55 %) ;
- 3. La démocratie (51 %) ;
- 4. Une dictature militaire et une dictature dirigée par un Premier ministre *ex-aequo* (23 %).

Le roi reste silencieux sur cette question qui nécessiterait un *aggiornamento* qui semble peu probable actuellement.

De l'assassinat de l'ex-première dame à la chute politique du Premier ministre

Le Lesotho vient de traverser une nouvelle crise conjoncturelle rocambolesque ayant provoqué la chute de T. Thabane et une nouvelle médiation sud-africaine.

Après le scandale du Mohair en 2018-19, l'affaire de l'assassinat de l'épouse de T. Thabane a secoué le Lesotho en 2019-20 jusqu'à faire chuter le gouvernement en mai 2020. En instance de divorce depuis plusieurs années, Lipolelo Thabane a été assassinée par balles le 14 juin 2017, deux jours avant que son mari ne redevienne Premier ministre. En août, T. Thabane a épousé Maesiah, connue jusqu'alors pour être sa maîtresse. Le 5 janvier 2020, le chef de la police du

54. « Election Fatigue? Half of Basotho Want a Different Way to Choose Leaders », Afrobaromètre, *Dispatch* n° 309, juillet 2019.

55. « Basotho Support Abolishing Elections In Favour Of Rule By The King, Survey Shows », Afrobaromètre, Communiqué de presse, 30 juin 2020.

Lesotho a déclaré⁵⁶ qu'il soupçonnait le Premier ministre d'être impliqué dans l'assassinat de son épouse, en plus de l'enquête ouverte contre Maesiah. Fragilisé par la perte du contrôle de son parti, T. Thabane a utilisé la crise sanitaire COVID-19 pour rester au pouvoir⁵⁷. Fin mars, il a décidé un confinement de trois semaines et a tenté de convoquer de nouvelles élections mais le Parlement l'en a empêché. Comme en 2014, il a suspendu le Parlement début avril 2020 pour trois mois alors qu'une motion de censure se préparait. Ayant perdu le soutien de la police, T. Thabane⁵⁸ a ordonné à des militaires de se déployer dans la capitale le 18 avril⁵⁹. Face au risque d'escalade, l'ex-ministre sud-africain Jeff Radebe a été envoyé sur place par de C. Ramaphosa et les militaires sont retournés dans leurs casernes. Un accord de départ « digne » du pouvoir de T. Thabane a été négocié. Il a démissionné le 19 mai 2020, remplacé par M. Majoro, candidat de compromis face à N. Mahao. L'ABC garde la tête jusqu'en avril 2021 d'une coalition fragile sans organiser d'élections. Maesiah a été arrêtée en juin 2020 et son mari et les députés ABC qui lui sont loyaux menacent de quitter l'ABC⁶⁰ et de faire chuter le gouvernement si les poursuites judiciaires ne cessent pas, voire de pousser N. Mahao à fonder son propre mouvement.

Cette affaire et ses suites sont un condensé des problèmes récurrents de gouvernance et de violence du pays. Personnage-clé des crises du pays, T. Thabane, né en 1939, échappe encore pour l'instant à la justice et maintient un réseau politique capable de faire chuter le gouvernement.

Les solutions potentielles

Trois axes de réformes sont présents dans les débats concernant les solutions à apporter au Lesotho : les réformes des secteurs de sécurité, l'union ou intégration à l'Afrique du Sud et les réformes pour la transparence de la vie publique.

Réforme du secteur de la sécurité

L'ingérence de l'armée dans les affaires politiques a poussé certains acteurs à envisager sa dissolution comme T. Thabane⁶¹. Toutefois, la

56. « Lesotho Top Cop Molibeli Says PM Thabane Implicated in his Wife's Killing », *Eye Witness News*, 6 janvier 2020.

57. « Les crises du COVID-19 en Afrique australe : inquiétudes et premières conséquences », *Afrique décryptages*, mai 2020.

58. « Lesotho: Coalition Government of Lesotho PM Collapses », *Al Jazeera*, 11 mai 2020.

59. « Lesotho Deploys Military to Combat Security Threats, COVID-19 Lockdown », *Africa News*, 20 avril 2020, disponible sur : www.africanews.com.

60. « ABC in Fresh War over Molibeli », *The Lesotho Times*, 15 septembre 2020.

61. « Who Is Thomas Thabane, and Why Is Lesotho's Army so Scared of him? », *Mail & Guardian*, 15 juin 2017.

dimension sociale de cette institution, qui contribue à faire vivre de nombreuses familles dans un pays où les emplois sont rares, joue en faveur de son maintien. En outre l'armée est également un attribut de la souveraineté. Il existe également un risque majeur de mutinerie en cas de tentative de suppression de cette institution. *A contrario*, selon certains, le budget de l'armée, qui représente 3,9 % de celui de l'État, pourrait être réemployé à la diversification de l'économie et créer des emplois dans d'autres secteurs. Les exemples des pays sans armée (Costa Rica ou Maurice) sont notamment cités. Un autre argument consiste à présenter les dépenses de défense comme absolument futiles puisque les quelques milliers de soldats basothos ne peuvent, quel que soit le scénario, empêcher une éventuelle invasion sud-africaine⁶².

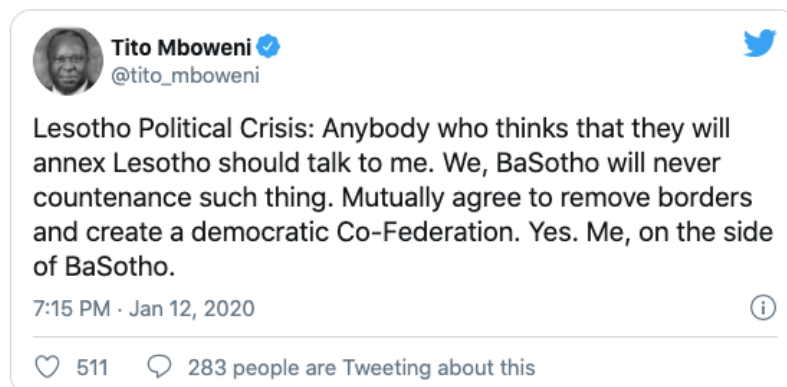
La dimension sociale et le symbole d'indépendance nationale contribuent à écarter l'idée d'une suppression de l'armée en plus du risque d'instabilité qu'une réaction violente des militaires ferait peser. À l'heure actuelle, la SADC et ses soutiens internationaux privilégient la réforme de l'armée avec une dépolitisation des services de sécurité et une clarification de leurs mandats sous contrôle civil. Ces propositions sont actuellement bloquées par la classe politique.

Intégration ou union avec l'Afrique du Sud

Aussi saugrenue que cette idée puisse paraître, elle revient régulièrement dans les débats au gré des crises du Lesotho. En 2010, dans un contexte de crise nationale due à la baisse de l'espérance de vie liée au VIH-SIDA, un mouvement citoyen s'était constitué défendant une annexion sud-africaine⁶³. Une pétition intitulée « la charte du peuple » était déposée à la mission diplomatique sud-africaine soutenant l'idée qu'à l'instar des Zoulous, les Basothos pourraient conserver leur roi malgré la disparition du pays. Ce mouvement est devenu confidentiel. Cependant, face à la fatigue provoquée par la crise politique permanente du Lesotho, un responsable sud-africain de première envergure (Tito Mboweni, ministre des Finances et ancien réfugié au Lesotho) a récemment proposé publiquement une confédération avec le Lesotho. Selon lui, l'économie politique du Lesotho est tellement dépendante de l'Afrique du Sud que sa souveraineté est illusoire et qu'il devrait faire partie d'une co-fédération. Il fait ainsi écho à l'opinion très répandue en Afrique du Sud selon laquelle le Lesotho est la 10^e province du pays.

62. « How Lesotho Could Abandon its Army and Put the Money to Better Use », *The Conversation*, 11 novembre 2018.

63. « Lesotho's People Plead with South Africa to Annex their Troubled Country », *The Guardian*, 6 juin 2010.



Source : Twitter.

Journaliste mosotho et correspondante pour la télévision publique sud-africaine, Nthakoana Ngatane⁶⁴ soutient l'idée d'un référendum garanti par la SADC et l'Union africaine, au Lesotho, en Afrique du Sud, au Botswana et au Eswatini, pour créer une zone sans frontière, avec libre-échange, partage de compétences et d'opportunités d'éducation et de santé. Après plusieurs années de crises, l'idée d'une union entre les deux pays est de plus en plus populaire au Lesotho⁶⁵. En 2018 une majorité des interrogés (52 %) déclare que leur pays ne peut véritablement se développer qu'en intégrant l'Afrique du Sud, en hausse depuis 2014 (40 %). Une large part (77 %) est favorable à un changement de la constitution pour autoriser la double nationalité avec l'Afrique du Sud (et légaliser une réalité pour de nombreux Basothos).

Les initiatives de réforme de transparence de la vie publique

Dans ce contexte d'impunité et de clientélisme, M. Majoro est à l'initiative d'un système de déclaration de patrimoine depuis 2017⁶⁶. 11 des 35 ministres du gouvernement de coalition dirigée par T. Thabane (ABC) avaient rempli et envoyé à l'agence anti-corruption

64. « Rethinking SADC borders: the Case of Lesotho », *Daily Maverick*, 4 novembre 2018.

65. « Basotho Increasingly Favour Legalizing Dual Citizenship, Unifying With South Africa », *Afrobaromètre*, Dispatch n° 205, mai 2018.

66. « 11 ministers Declare Assets », *The Post*, 5 décembre 2017.

leur déclaration. Devenu Premier ministre, M. Majoro a exigé de tous les ministres qu'ils remplissent un tel document en mai 2020. Dans un discours prononcé en 2018⁶⁷, alors ministre des Finances, il semblait conscient des réalités, reconnaissant que la corruption était répandue dans le milieu politique et parmi les hauts-fonctionnaires, que le Lesotho manquait de volonté pour lutter contre ce fléau qui menaçait le « progrès ». Sur le site du centre de journalisme d'investigation du Lesotho, le nom de M. Majoro apparaît comme acteur⁶⁸ de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds, et non parmi les personnalités politiques soupçonnés.

La SADC a opté pour une amnistie temporaire des responsables politiques afin d'obtenir des avancées dans le domaine de la modernisation et la professionnalisation de l'État, ainsi qu'une révision de la constitution et une clarification des mandats des services de sécurité. Le médiateur SADC, le sud-africain Dikgang Moseneke défend l'idée d'un mécanisme de justice transitionnelle. Dans ce contexte, le profil de justicier de N. Mahao constitue un risque. Plusieurs politiciens risquent un procès pour trahison pour les événements de 2014 dont M. Metsing et le ministre actuel du Plan S. Mochoboroane. La SADC s'oppose à cette approche pour préserver la stabilité⁶⁹ et espère obtenir des réformes. Elle est également soutenue par les organisations de société civile qui craignent une chute du nouveau gouvernement alors que le pays a besoin de « stabilité pour traiter ses problèmes économiques et sociaux⁷⁰ ».

Dans le domaine de la justice, face aux soupçons de collusion et aux intimidations entre politiciens, militaires et juges, le recours aux juges étrangers est en nette augmentation. Un juge zimbabwéen et deux juges botswanais ont ainsi été recrutés pour s'occuper de l'affaire de trahison pour le putsch de 2014⁷¹. Un processus de dialogue national et de réforme des services de sécurité⁷² est en cours depuis 2018, financé par l'ONU, l'UA, la SADC et les Européens. Toutefois, ces réformes soutenues, voire imaginées à l'étranger, reposent sur la bonne volonté des responsables Basothos et comportent un risque d'un rejet par réflexe souverainiste.

Deux axes d'amélioration de la transparence et de la stabilité parlementaire sont pour le moment laissés de côté : d'une part, la

67. Discours de M. Majoro prononcé le 3 décembre 2018.

68. « Exclusive: Stadium Construction Guarantees Cancelled », Centre for Investigative Journalism, 10 février 2020.

69. « Lesotho: Former Deputy Prime Minister Mothetjoa Metsin », *Lesotho Times*, 9 avril 2020.

70. Échanges de l'auteur avec un responsable d'organisation de société civile qui préfère garder l'anonymat.

71. « More Foreign Judges Sworn in », *Lesotho Times*, 13 août 2019.

72. Présentation du Lesotho, National Dialogue and Stabilization Project (2018-2020).

création de règles de financement des partis politiques⁷³ pour la transparence et limiter la corruption, d'autre part, l'instauration d'un seuil de 5 % des voix au niveau national pour entrer à l'assemblée et réduire l'émiettement parlementaire. Cette idée portée par le Commonwealth ne dispose d'aucun soutien politique⁷⁴. Ces sujets pourraient toutefois devenir importants dans les mois qui arrivent notamment s'ils permettent à M. Majoro et N. Mahao de se distinguer positivement de la génération précédente de leaders politiques.

73. « Overview of Corruption and Anticorruption in Lesotho », Transparency International, 2014.

74. Rapport de la mission d'observation électorale du Commonwealth des élections générales de 2015.

Conclusion

Pays à l'histoire récente tumultueuse, le Lesotho ne parvient pas à mettre un terme à son instabilité politique. Sa position stratégique en fait un fournisseur-clé d'eau potable pour son voisin sud-africain alors que ses habitants n'ont pas ou peu accès à l'eau potable, révélant les limites de son modèle de développement extraverti.

Si les réformes électorales ont permis d'apaiser les tensions liées aux résultats en garantissant une meilleure représentativité, elles ont également contribué à l'instabilité des coalitions gouvernementales devenue la norme depuis 2012. Cette instabilité constitue un frein aux efforts de développement et aux réformes nécessaires pour améliorer la gouvernance. Elle s'accompagne d'un recours régulier à la violence et à la corruption, ce qui contribue à une défiance des citoyens du Lesotho qui doutent désormais des bienfaits de la démocratie électorale, au point d'espérer un retour du roi aux affaires. Ces mauvaises performances en termes de gouvernance et de développements économique et humain nourrissent des sentiments de défaitisme national parmi la population dont une bonne partie vit et travaille en Afrique du Sud et est favorable à l'idée d'une fusion des deux pays.

Alors que le recours aux élections constitue la première solution de la SADC pour gérer les crises, elle s'est épuisée au Lesotho. La SADC privilégie actuellement l'option d'une amnistie temporaire des responsables politiques en espérant la mise en œuvre des nécessaires réformes. Cette politique avantage les politiciens qui ont une capacité de nuisance et un intérêt à enliser les réformes.

Dans ce contexte, le gouvernement de coalition installé en mai 2020 à la chute de T. Thabane a été mis à l'épreuve alors que le Lesotho traverse une triple crise : économique⁷⁵, sanitaire avec la COVID-19 et alimentaire par les sécheresses dues au changement climatique.

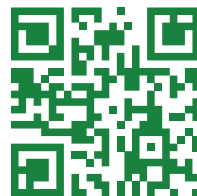
Le Premier ministre Majoro, économiste de formation et ancien haut-fonctionnaire du FMI (2008-2012), a dû accepter de nombreux compromis pour la stabilité de son gouvernement, impactant le choix des réformes à mener pour présenter un bilan positif aux prochaines élections. Il a tenté de mener un agenda d'amélioration de la

75. Le pays a connu une contraction de son PIB de 5,3 % pour 2020. Page Lesotho, Banque mondiale, disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org>.

transparence de la vie publique et de soutien social. M. Majoro et son ex-ministre de la Justice, Nqosa Mahao sont apparus comme deux hommes politiques neufs, compétents dans leurs domaines respectifs et bénéficiant d'une réputation d'intégrité et de non-violence, une combinaison rarement vue au sommet de l'État. Ils sont également apparus comme rivaux et leur entente politique s'est terminée en avril 2021, N. Mahao reprochant à M. Majoro de permettre à Thomas Thabane de continuer à influencer la politique du gouvernement et du parti majoritaire, l'ABC. T. Thabane est sous le coup d'une enquête pour corruption et pour le meurtre de son ex-femme, ainsi que son actuelle épouse, qu'il cherche à imposer comme candidate de l'ABC aux législatives de 2022. Par ses soutiens parlementaires, T. Thabane use de sa capacité à faire chuter la coalition au pouvoir pour monnayer cette menace contre un enlisement de ses affaires judiciaires.

C'est dans ce contexte tendu que N. Mahao a choisi le 21 avril 2021 d'annoncer la fondation d'un nouveau parti, le *Basotho Action Party* (BAP)⁷⁶ en scission de l'ABC de M. Majoro et T. Thabane. N. Mahao partirait avec 3 ministres et une vingtaine des 48 députés de l'ABC. M. Majoro l'a renvoyé du gouvernement en conséquence. C'est désormais une bataille pour une motion de censure et une nouvelle majorité parlementaire qui s'ouvre au Lesotho dans un énième chapitre des crises politiques nationales. Bien que le calendrier électoral ne devrait pas être accéléré, cette nouvelle crise ne devrait pas, non plus, réconcilier les Basothos avec leurs institutions démocratiques.

76. « Lesotho PM Faces Ouster after Ruling Party Break-Up », *News 24*, 21 avril 2021.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org